

Je mentirais si je ne disais pas que je déplore ces prises en charge... Mais la seule solution consiste à tâcher de faire en sorte que plus de travaux de recherche et de développement se fassent à long terme au Canada, et alors on verra moins d'achats par l'étranger.

Voilà le genre de déclarations que font les gouvernements depuis aussi longtemps que je suis député, et cela remonte plus loin en arrière que je veux bien y penser.

Les programmes de stimulants fiscaux que le gouvernement actuel a promis quand il était dans l'opposition ne pourront pas plus répondre aux besoins des Canadiens que n'y ont réussi ceux du gouvernement précédent. Les sociétés multinationales ne feront pas un effort dans le domaine de la recherche industrielle de leur plein gré. Elles ne feront pas d'effort tout simplement pour faire plaisir au gouvernement ni parce que celui-ci essaie de les appâter en leur accordant quelques faveurs supplémentaires par le biais de l'impôt. Elles ne réagiront que si le gouvernement a le courage de leur faire comprendre que si elles veulent avoir des ramifications au Canada, elles doivent faire preuve d'un minimum de civisme. C'est ce qu'elles n'étaient pas disposées à faire.

Si nous voulons inciter les grandes sociétés canadiennes, et surtout les multinationales, à jouer le rôle qui leur revient, il faudra adopter certaines mesures fiscales, ce qu'aucun gouvernement n'a été disposé à faire jusqu'à présent. Il faudra instaurer un système de surtaxes obligeant les sociétés importantes qui refusent de faire de la recherche au Canada à payer un certain montant qui leur serait remis si elles se montrent disposées à financer de la recherche industrielle au Canada seulement.

Je conseille au ministre d'étudier le régime fiscal suédois, car c'est précisément ce qui se passe en Suède; où une partie de l'impôt sur les sociétés est versée dans une caisse spéciale et où l'on ne rembourse les sociétés que lorsqu'elles sont disposées à agrandir leurs installations et à accroître leurs effectifs. Voilà le genre de programme que nous devrions appliquer à la recherche et au développement au Canada.

En terminant, je dirai au ministre que nous n'avons aucune objection au déficit systématique, pourvu qu'il y ait des indices—dont nous n'avons pas vu la trace—que le gouvernement se propose de satisfaire les besoins du pays, d'assurer le plein emploi, de moderniser nos usines, qui emploient de moins en moins de main-d'œuvre, et de revigorer notre industrie pour qu'elle puisse jouer le rôle qui lui incombe. Tant que le gouvernement n'adoptera pas de programmes et de mesures permettant au Canada d'occuper le rang qui lui revient parmi les autres pays industrialisés, tant qu'il ne stimulera pas la croissance de la main-d'œuvre et ne fournira pas les ressources financières nécessaires pour répondre à nos besoins en matière de recherche scientifique et de développement—ce qui n'a pas été fait depuis 15 ou 20 ans—nous ne voyons aucune raison pour l'autoriser ou l'inciter à maintenir sa politique de déficit systématique.

Malgré les paroles encourageantes prononcées cet après-midi par le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), nous croyons que le déficit sera aussi lourd l'année prochaine qu'il l'est cette année, et sous le gouvernement conservateur qu'il le fut sous le gouvernement libéral. En effet, le nouveau gouvernement, tout comme le gouvernement libéral qui l'a précédé, se soucie fort peu de répondre aux besoins des Canadiens, et n'a pas établi de programmes à cette fin.

### *Pouvoir d'emprunt*

● (2040)

**M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan):** Monsieur l'Orateur, j'ai bien aimé les brèves remarques du ministre des Finances (M. Crosbie) quand il a présenté le bill C-10. Si vous n'avez pas grand-chose d'autre à faire, un peu d'humour peut vous aider à passer le temps.

J'ai du mal à comprendre pourquoi il fallait que ce soit le premier bill présenté à la Chambre par le ministre des Finances. Le député de Windsor-Ouest (M. Gray) a clairement démontré que la nécessité de ce pouvoir d'emprunt à ce moment-ci était douteuse, peut-être même inexistante, étant donné que le gouvernement peut recourir à une partie du pouvoir d'emprunt non utilisée par la législature précédente.

Cela fait presque sept mois et demi depuis la fin de la législature précédente et presque cinq mois depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. A certaines reprises au cours de la vingt-neuvième et de la trentième législature, nos ministres ont fait de petites déclarations d'intérêt local, peut-être à Regina, à Skeena, à Prince Rupert ou ailleurs. Il s'agissait habituellement de déclarations d'intérêt strictement local. Les conservateurs ont alors réagi vigoureusement, y compris leur chef, leur ancien chef, et celui qui l'a précédé, le très honorable John Diefenbaker, se plaignant de la façon dont nous avons traité le Parlement car disaient-ils nous l'avions insulté en faisant des déclarations en dehors de la Chambre des communes. C'est en tout cas ce qui s'est passé pendant les six années et demie où j'ai siégé ici. Je suis persuadé que c'était aussi le cas avant.

Le Parlement n'a pas siégé pendant quatre mois et demi, chose sans précédent pour un gouvernement au pouvoir. Que s'est-il passé pendant ce temps-là? Le gouvernement n'a pas présenté de budget pour les années 80. Il ne l'a pas encore fait d'ailleurs. Il a, par contre, annoncé toute une série de mesures. Il a annoncé trois hausses marquées du taux d'escompte. Il a annoncé qu'il n'y aurait pas de réductions d'impôt même si les conservateurs avaient promis, pendant la campagne électorale, de réduire les impôts de 2 milliards de dollars une fois rendus au pouvoir.

Il a annoncé que la principale mesure fiscale du gouvernement serait son régime de crédit hypothécaire, qui coûtera un demi milliard la première année et probablement 2.5 milliards par la suite. Et plusieurs autres choses encore qui ont eu pour effet d'affaiblir tout l'édifice fédéral. Il a créé une commission chargée de lui tracer la voie à suivre au sujet de Petro-Canada, dont il a aussi annoncé le démembrement.

Le gouvernement a annoncé la vente de plusieurs sociétés de la Couronne et la translation de certains droits aux provinces, notamment le droit de disposer de leurs ressources au large de leurs côtes. Alors que le Parlement ne siégeait pas, le gouvernement a annoncé qu'il transférerait ces ressources sans tenir compte de la constitution. Il a aussi annoncé qu'il renonçait aux loteries.

Le gouvernement au pouvoir laisse toujours présager ses intentions—il aime donner des signes prémonitoires, qu'il s'agisse du cours du pétrole ou des coupes sombres qu'il songe à effectuer dans les services sociaux. Hier soir, j'ai eu l'impression qu'il donnait ces avertissements à dessein. Par exemple il espère que s'il laisse croire aux automobilistes que le prix de l'essence va atteindre \$1.45, les Canadiens seront agréablement surpris de ne payer que \$1.20, mais le public n'est pas aussi facile à bernier que le croit le gouvernement.